

COMPTES RENDUS

STATEMENTS

ZENDINGSVERSLAGEN

RELACIONES DE MISSIONES

## Développement rural et conservation

par Christiane Linet

Tout acte de conservation d'un patrimoine, qu'il soit artistique ou naturel peut être considéré par certains comme un obstacle au développement de leurs activités. Combien d'urbanistes ne se sont pas irrités quand le maintien en site propre d'un monument historique les a obligés à revoir le tracé d'une voie de pénétration urbaine! Combien de communautés rurales ne s'impatientent-elles pas quand on leur impose la cohabitation avec un parc national dont elles ressentent les limites protégées comme une atteinte à leur liberté d'action.

Les conservateurs de la nature, dans l'effort qu'ils font pour protéger le patrimoine naturel commun se heurtent maintes fois à des réactions épidermiques. Les dommages subis par les plaignants sont souvent exagérés tandis que les éléments positifs dont les projets de conservation les font bénéficier sont presque systématiquement ignorés.

La modification de l'environnement naturel paraît tellement corollaire au développement que l'on n' imagine plus que des altérations à celui-ci puissent ne pas amener nécessairement la réalisation des objectifs économiques et sociaux qui sont ceux du développement.

Ceci apparaît à l'évidence dans le domaine agricole. La mise en culture de certains sols trop fragiles, trop minces ou trop pentus, l'élimination d'animaux considérés comme compétiteurs peuvent se solder par de graves déficits qui sont évidemment tout à fait aux antipodes des buts qui étaient poursuivis, à moins qu'ils ne reportent leurs effets sur les habitants d'autres régions, auquel cas on continue d'ignorer ces "inputs" négatifs. Le népalais qui déboise les pentes de l'Himalaya n'entend pas les cris de l'habitant du Bangladesh qui se noie dans le delta du Gange suite aux inondations calamiteuses.

En ce moment, où les hallucinantes images de la famine qui frappe plusieurs pays d'Afrique apparaissent presque chaque soir sur nos petits écrans, certaines régions semblent échapper miraculeusement à la désertification en marche. C'est le cas du delta intérieur du Niger, Mali. Arrêtées par une barrière de dunes situées au sud ouest, les crues annuelles du fleuve Niger inondent régulièrement une aire couvrant environ 300 km de long sur 100 km de large.

Cette riche plaine alluviale entourée de toutes parts de la savane aride présente en ce moment un cas exemplaire de conflit entre tenants du développement non intégré et partisans du développement par la conservation.

Nous avons choisi cet exemple parce qu'il a précisément fait l'objet d'un exposé dans *Tropicultura* (n° 4, vol 1, 1983). Résumons ce que l'expert de la FAO, Mr F. Billiet, y exposait : deux projets de culture céréalière (riz) sont en cours dans le delta du Niger. Une prédation par un grand nombre d'oiseaux granivores — espèces locales mais aussi migrateurs paléarctiques — entraîne la perte de 5 à 10% de la récolte annuelle de riz. Le conseiller de la FAO estime qu'il faut protéger les agriculteurs en organisant une lutte anti-aviaire et il réclame à cet effet des moyens financiers accrus.

Alerté par des ornithologues émus devant la perspective de voir détruire encore davantage d'oiseaux migrateurs alors que les effectifs de ces derniers ont fondu au cours des cinquante dernières années, le Ministère du Développement rural du Mali, en la personne de M. Mady Diallo, a souhaité entendre un autre point de vue que celui des coopérants engagés dans les projets de riziculture.

A cet effet, des experts du World Wildlife Fund, spécialistes des problèmes de conservation et de développement intégré à la conservation ont visité le site. Leur vision pluridisciplinaire offre de la situation une image infiniment plus riche et plus complexe.

Il apparaît d'abord que les agriculteurs ne sont pas seuls dans le delta intérieur du Niger. Ils seraient même les derniers venus. Les utilisateurs traditionnels sont des pasteurs nomades, des chasseurs et des pêcheurs appartenant aux ethnies Touareg et Fulani. La mise en culture du delta ne va-t-elle pas faire de ces populations qui vivaient en symbiose avec leur milieu de nouveaux pauvres qui iront grossir la masse des millions de mal nourris ? Est-il judicieux d'apporter la prospérité à certains exploitants agricoles modernes en sacrifiant une société de subsistance saine et équilibrée ?

Cela, c'est pour l'aspect humain.

Mais au plan économique aussi, une approche intégrée élargit la vision du conflit riziculteurs-oiseaux migrants.

La recherche a prouvé que la productivité naturelle d'une région marécageuse telle ce delta, peut être aussi élevée, sinon davantage que les formes d'agriculture les plus modernes. Elle a de plus l'avantage d'être infiniment moins coûteuse. Des millions de dollars sont engloutis dans des travaux de drainage, dans la lutte contre les insectes, dans l'élimination d'espèces concurrentes, dans l'achat de fertilisants, dans l'aménagement de canaux et de digues etc...

On a des chiffres, tonnages, prix, pour la culture du riz. Face à ces données précises, il conviendrait de chiffrer aussi la valeur des protéines animales fournies par l'exploitation du gibier sauvage, par la pêche, par les activités pastorales traditionnelles,

par la collecte de fruits, champignons, miel et autres richesses de la nature sauvage. Il faudrait également évaluer le potentiel touristique de la région.

Tous ces éléments doivent être pesés dans une optique de protection de l'intérêt général à long terme et non en vue d'un gain particulier et immédiat.

Enfin, face à la désertification qui gagne toute l'Afrique, le maintien d'une couverture végétale naturelle n'est-elle pas un meilleur obstacle au désert que des plantations domestiques, plus vulnérables aux rigueurs du climat et plus fragiles face aux prédateurs ?

Désireux de répondre à toutes les questions qui viennent d'être évoquées ci-dessus, le service des Eaux et Forêts du Mali, aidé par les experts du WWF et de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la nature et des ressources naturelles) s'est engagé dans un plan d'étude triennal qui a pour but de

- déterminer la nature exacte de l'ensemble des problèmes du delta
- établir un plan d'aménagement du delta, équilibrant les zones de pâturage, d'agriculture, les réserves naturelles etc...
- aider les autorités du Mali à faire accepter et respecter les dispositions de ce plan par la population. A cet effet, des programmes d'information et d'éducation seront élaborés.

L'humanité dans sa volonté de réaliser son développement économique et dans sa quête des richesses naturelles doit pouvoir accepter la limitation des ressources et de la capacité de charge des écosystèmes.

Tel est le message de la Stratégie Mondiale de la Conservation qui se trouve mise à l'épreuve des faits dans le delta intérieur du Niger.

le 19 novembre 1984